



Cabinet
du
Porte-Parole

22 avril 1996

Pour M^r DE WISPE LAERE
Directeur de Cabinet
du Ministre A.E.

COMMUNIQUE N°49

1. Le CNDD dénonce le massacre perpétré vendredi 19 avril à RUTOVU où sont morts une vingtaine de hutu (enfants, femmes enceintes et vieillards) qui n'ont pas pu suffisamment courir afin d'échapper à une attaque surprise de l'Armée Monoethnique Tutsi en rébellion contre la démocratie depuis le 21 octobre 1993.
2. Au lieu d'affronter directement les positions du Front pour la Défense de la Démocratie (FDD), l'armée en rébellion s'attaque lâchement aux populations civiles.
3. Comme d'habitude, la radio dite "nationale", contrôlée par cette armée en rébellion, a imputé ce crime à une bande armée: le même genre de mensonge proféré il y a 8 jours lorsque cette radio a poussé le cynisme jusqu'à affirmer que les "bandes armées avaient jeté dans les latrines leurs victimes". Au juste, ces civils, dont des tutsi, étaient tués dans la récente fusillade du marché de Bukirasazi par les soldats du Lieutenant Colonel François FYIRITANO, commandant du 3ème Bataillon Commando de la Province de Gitega. Le marché a été mitraillé juste après l'assassinat de ce Lt Colonel par son sous-officier parce qu'il avait empêché les troupes de commettre ce forfait. La Radio "Nationale", s'est mise alors à mentir, une fois de plus, pour camoufler l'assassinat. Elle a soutenu que le malheureux "Lieutenant Colonel avait sauté sur une mine". Ce qui contredisait la thèse du Lt Colonel Longin MINANI, porte - parole de l'Armée défendue sur les ondes de la BBC. Ce porte-parole attribuait aux FDD la responsabilité de cet assassinat.
4. Les militaires responsables de l'assassinat et des massacres de RUTOVU et BUKIRASAZI sont partisans du plan-génocide contre les hutu et les tutsi démocrates notamment ceux du FRODEBU. Un plan préconisé par le Premier Ministre NDUWAYO. C'est également dans ce cadre qu'il faut comprendre l'assassinat du Lt Colonel Dieudonné NZEYIMANA le samedi 20 avril dans le quartier asiatique de

- 4 -

Bujumbura. Un assassinat qui s'ajoute à celui du Lt Colonel FYIRITANO. Rappelons que le premier assassinat du genre remonte à 5 mois dans la province de Makamba. Une des victimes était un Lt Colonel, ancien commandant du camp militaire de Mabanda. Il semble que le suivant serait le Lieutenant Colonel NAHIGOMBEYE, commandant de la 2ème région militaire. Aux dernières nouvelles, il a déserté son poste et serait réfugié à Bujumbura.

5. Ces assassinats et ces massacres s'inscrivent dans la politique du Premier Ministre M. NDUWAYO rendue publique à la fin de l'année dernière dans un discours va-t-en guerre. Il vient de pousser le paroxysme jusqu'à armer des milliers de civils tutsi pour renforcer l'application de son plan génocide. Il appelle cela la "*défense civile*" ou "*l'autodéfense*". Lors de sa précédente tournée en province, il ne s'est pas gêné d'affirmer, je cite : "***Ceux qui ne savent pas comment avoir des armes, je leur recommande d'approcher les forces de l'ordre. Ces derniers leur montreront comment.***"

6. Face à cette menace d'une hécatombe nationale, le CNDD recommande aux populations tutsi de ne pas se laisser ainsi piéger et entraîner bêtement dans une solidarité négative d'une junte militaire qui, pendant 30 ans, a régné sans partage sans tenir compte des autres couches sociales du pays. Qu'ils laissent cette armée s'embourber seule.

7. Quant aux vrais démocrates de ce monde, nous leur demandons de nous aider à endiguer ce "*génocide au compte-gouttes*" que l'armée monoethnique tutsi continue à perpétrer. Nous prions les vrais démocrates de faire pression sur l'ONU afin qu'elle applique dans les plus brefs délais la déclaration du Conseil de Sécurité (29 janvier 1996) qui se disait "*prêt (...) à prendre en considération l'imposition des mesures prévues par la Charte des Nations Unies incluant l'embargo sur les armes et des biens stratégiques destinés au Burundi (...).*" Il serait souhaitable que cet embargo frappe tous les biens sauf la nourriture et les médicaments.

Pour que cette mesure soit effective, elle devra frapper également les armes provenant de l'Uganda et du Rwanda.

Pour le CNDD,
Jérôme NDIHO
Porte-Parole

